

## bpost: résultats du premier trimestre 2019

### Faits marquants du premier trimestre 2019

---

- Premier trimestre 2019 conforme aux attentes et aux perspectives pour l'année 2019.
- Les **produits d'exploitation du groupe** se chiffrent à 906,8 millions EUR (-1,1 %).
- **L'EBIT normalisé du groupe atteint 95,8 millions EUR**, soit une marge EBIT de 10,6 %.
- **Mail & Retail**
  - Le total des produits d'exploitation, qui est de 527,5 millions EUR (-1,8 %), subit l'influence d'une forte baisse du volume de courrier.
  - On note une diminution du volume sous-jacent de courrier, de l'ordre de -9,2 %, principalement expliquée par le Transactional mail et Press.
  - L'EBIT normalisé s'élève à 92,6 millions EUR (marge EBIT de 17,6 %), subissant principalement l'impact de la baisse des volumes de courrier et de l'évolution des salaires.
- **Parcels & Logistics Europe & Asie**
  - Le total des produits d'exploitation, qui se chiffre à 196,8 millions EUR (+8,0 %), profite de l'augmentation à hauteur de 11,1 % de Parcels BeNe.
  - La croissance des volumes de Parcels BeNe augmente de +16,9 %, grâce à l'e-commerce.
  - L'EBIT normalisé à 18,0 millions EUR (marge EBIT de 9,1 %) : solide amélioration de la marge, la croissance des volumes n'étant que partiellement neutralisée par une hausse des coûts.
- **Parcels & Logistics Amérique du Nord**
  - Comme anticipé, le total des produits d'exploitation s'élève à 228,5 millions EUR (-5,2 %), principalement en raison de l'impact de l'attrition des clients de Radial et d'une révision des prix.
  - EBIT normalisé à -7,8 millions EUR (marge EBIT de -3,4 %), principalement impacté par une attrition des clients et une révision des prix conformes aux attentes.

### Déclaration du CEO

---

Koen Van Gerven, CEO, a commenté comme suit : « Grâce aux efforts de toutes nos équipes, tant en Belgique que dans les autres pays où nous sommes actifs, les résultats du groupe pour le premier trimestre 2019 sont globalement conformes aux attentes exprimées dans le cadre de nos prévisions pour l'ensemble de l'année. Nous enregistrons à nouveau de belles avancées dans notre trajet de transformation qui doit nous voir évoluer vers le statut d'opérateur de référence de la logistique d'e-commerce, près de la moitié de nos revenus étant générés par Parcels & Logistics. Le volume de paquets et l'évolution des revenus dans notre région d'origine, la Belgique et les Pays-Bas, se poursuivent sur leur belle lancée. Comme escompté, Parcels & Logistics Amérique du Nord a subi les retombées du taux d'attrition des clients en 2018 et de la révision des prix de Radial, en dépit d'un contrôle rigoureux des dépenses. La baisse des volumes de Mail & Retail, plus marquée que prévu, n'a été que partiellement compensée par les augmentations de prix. Ces développements soulignent l'importance de mettre en place un modèle de distribution modifié afin d'aligner les défis opérationnels aux besoins des consommateurs qui évoluent rapidement. Ce premier trimestre étant conforme aux attentes, je peux confirmer une nouvelle fois que nous sommes sur la bonne voie pour réaliser notre objectif de cette année, à savoir un EBIT normalisé supérieur à 300 millions EUR. Aussi, je remercie tous les collaborateurs de bpost pour leur travail acharné. »

« Enfin, j'ai le plaisir de vous annoncer que nous avons trouvé le candidat pour la position de Group CFO. Le 20 mai, Leen Geirnaerdts, jusqu'à récemment CFO de Recruit Global Staffing à la suite du regroupement avec USG People, rejoindra le Group Executive Committee de bpost en tant que Group CFO. Elle a un solide parcours en tant que CFO et apporte de plus avec elle l'expérience d'une industrie en pleine transformation ces 10 dernières années. Je me réjouis de notre collaboration. J'aimerais également remercier Baudouin de Hepcée pour l'excellente manière avec laquelle il a assuré l'interim et dès lors la continuité de cette fonction clé pendant ces derniers mois. »

## Perspectives pour 2019

---

L'objectif pour 2019 est de générer pour le groupe un total de **produits d'exploitation stable** par rapport à 2018 ventes de bâtiments incluses, un **EBIT normalisé supérieur à 300,0 millions EUR** et de distribuer un **dividende** équivalent à minimum 85 % des résultats BGAAP 2019 de bpost SA.

Plus spécifiquement, pour nos 4 entités opérationnelles :

### Mail & Retail :

- Nous nous attendons à un déclin du total des produits d'exploitation par un pourcentage « low single-digit ».
- Le déclin sous-jacent des volumes du Domestic Mail est anticipé jusqu'à -7 %, partiellement compensé par une hausse des prix de +4,4 % en moyenne.
- La marge EBIT de Mail & Retail devrait s'établir entre 11 % et 13 %.

### Parcels & Logistics Europe & Asie :

- Nous nous attendons à une croissance du total des produits d'exploitation par un pourcentage « high single-digit », dont un pourcentage « mid-teens » pour la partie Parcels Belgique et Pays-bas.
- La marge EBIT de la division Parcels & Logistics Europe & Asie est anticipée entre 6 % et 8 %.

### Parcels & Logistics Amérique du Nord :

- Le total des produits d'exploitation devrait décroître par un pourcentage de l'ordre de « low single-digit », ceci étant principalement expliqué par l'impact au sein de Radial des pertes de clients en 2018 et de la révision des tarifs. Radial est cependant sur la trajectoire de son objectif 2022 tel que présenté au Capital Markets Day.
- Au niveau de l'EBIT, la division Parcels & Logistics Amérique du Nord devrait être à l'équilibre.

### Corporate :

- Nous attendons une contribution neutre à l'EBIT de Corporate.

Nous anticipons des dépenses en capital brutes autour de 150,0 millions EUR.

### Pour plus d'informations:

Saskia Dheedene T. +32 2 276 7643 (IR)  
Stéphanie Voisin T. +32 2 276 2197 (IR)  
Barbara Van Speybroeck T. +32 2 276 3218 (Media)

[corporate.bpost.be/investors](http://corporate.bpost.be/investors)  
[investor.relations@bpost.be](mailto:investor.relations@bpost.be)  
[barbara.vanspeybroeck@bpost.be](mailto:barbara.vanspeybroeck@bpost.be)

## Chiffres clés<sup>1</sup>

1er trimestre (millions EUR)					
	Publiés		Normalisés		% Δ
	2018	2019	2018	2019	
Total des produits d'exploitation	916,5	906,8	916,5	906,8	-1,1%
Charges d'exploitation (hors amortissements & dépréciations)	773,3	755,7	773,3	755,7	-2,3%
<b>EBITDA</b>	<b>143,2</b>	<b>151,1</b>	<b>143,2</b>	<b>151,1</b>	<b>5,5%</b>
<b>EBIT</b>	<b>106,0</b>	<b>90,4</b>	<b>112,3</b>	<b>95,8</b>	<b>-14,7%</b>
Marge (%)	11,6%	10,0%	12,3%	10,6%	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>99,4</b>	<b>81,5</b>	<b>105,7</b>	<b>86,9</b>	<b>-17,8%</b>
Impôts sur le résultat	35,6	31,3	36,1	31,8	
<b>Résultat net</b>	<b>63,7</b>	<b>50,2</b>	<b>69,6</b>	<b>55,1</b>	<b>-20,7%</b>
<b>Flux de trésorerie opérationnel disponible</b>	<b>151,3</b>	<b>186,1</b>	<b>171,0</b>	<b>195,4</b>	<b>+14,2%</b>
<b>Résultat net bopst S.A. (BGAAP)</b>	<b>72,3</b>	<b>60,1</b>	<b>72,3</b>	<b>60,1</b>	<b>-16,7%</b>
<b>Dette nette / (trésorerie nette) au 31 mars<sup>2</sup></b>	<b>145,7</b>	<b>613,1</b>	<b>145,7</b>	<b>613,1</b>	

<sup>1</sup> Chiffres normalisés non audités.

<sup>2</sup> L'impact initial de l'application d'IFRS 16 a conduit à une augmentation de la dette nette de 425,5 millions EUR.

## Premier trimestre – Vue Groupe

Par rapport à l'année dernière, le **résultat d'exploitation total** a diminué de -9,7 millions EUR, pour atteindre 906,8 millions EUR à la fin du mois de mars 2019. Cette diminution a découlé essentiellement de la baisse du volume de Domestic Mail (-7,6 millions EUR pour le Domestic Mail dans son ensemble alors que la diminution totale de Mail & Retail s'élève à -9,4 millions EUR) et du recul attendu d'e-commerce logistics au niveau de Parcels & Logistics Amérique du Nord (-12,7 millions EUR), partiellement compensés par l'augmentation de Parcels & Logistics Europe & Asie (14,5 millions EUR), principalement expliquée par la croissance organique des volumes de 16,9 %.

Les charges d'exploitation incluant les amortissements et dépréciations ont augmenté de 6,9 millions EUR, sous l'effet de l'augmentation des coûts des services et biens divers, des charges de personnel et frais d'intérim. Par conséquent, l'**EBIT normalisé** a diminué de -16,5 millions EUR, soit une baisse de 14,7 % par rapport à l'année dernière. La première application d'IFRS 16 a eu un impact positif de 25,5 millions EUR sur l'**EBITDA** par rapport à l'année dernière.

Le **résultat financier net** a diminué de 4,6 millions EUR, principalement en raison des intérêts sur les emprunts et l'obligation.

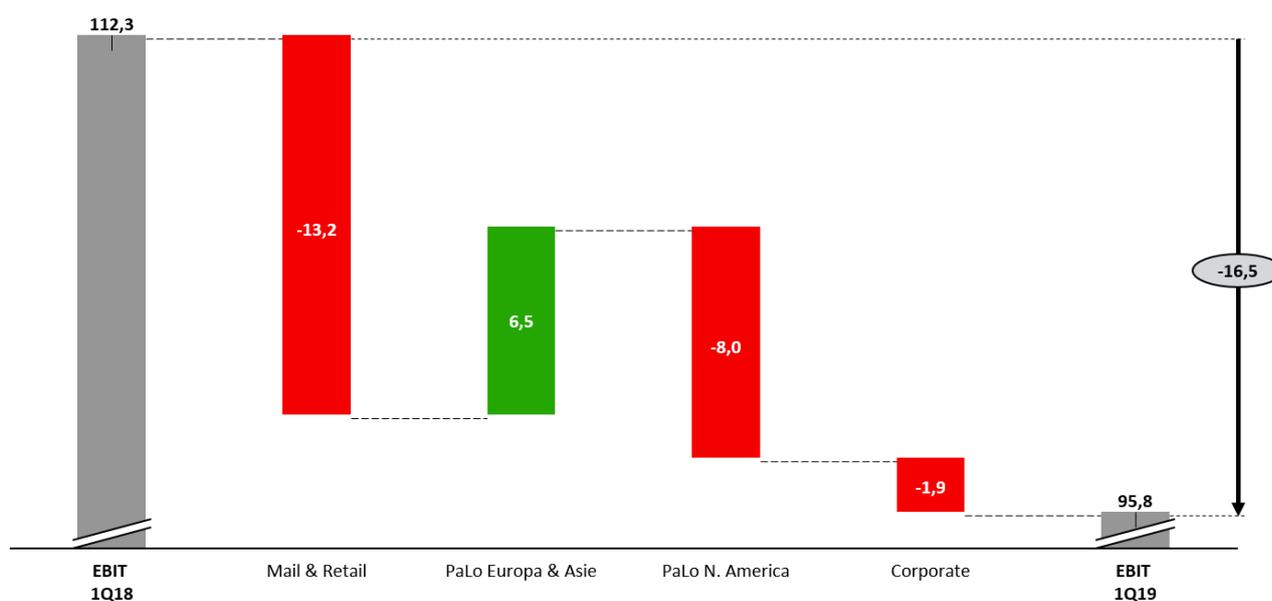
Les dépenses liées aux **impôts normalisés sur le résultat** sont inférieures à celles de l'année dernière, en raison surtout du moindre bénéfice avant impôt.

Le **résultat net normalisé IFRS du groupe** s'est élevé à 55,1 millions EUR. Le **bénéfice net selon les normes belges GAAP** de la société mère s'est établi à 60,1 millions EUR.

La contribution des différentes entités opérationnelles s'élève à:

	M&R	PaLo Europe et Asie	PaLo N. America	Corporate	Eliminations	Groupe
<b>En millions EUR (Normalisé)</b>						
Total des produits d'exploitation	527,5	196,8	228,5	86,2	(132,3)	906,8
Résultat d'exploitation (EBIT)	92,6	18,0	(7,8)	(7,0)		95,8
Marge (%)	17,6%	9,1%	-3,4%	-8,1%		10,6%

L'évolution de la contribution de l'EBIT pour les différentes entités opérationnelles se présente comme ci-dessous :



## Performance de l'entité opérationnelle: Mail & Retail

Mail & Retail En million EUR (Normalisé)	1er trimestre		
	2018	2019	% Evolution
<b>Produits d'exploitation externes</b>	<b>497,2</b>	<b>486,5</b>	<b>-2,2%</b>
Transactional mail	199,6	195,4	-2,1%
Advertising mail	63,4	60,9	-4,0%
Press	88,7	87,9	-0,9%
Proximity and convenience retail network	119,9	117,0	-2,5%
Value added services	25,5	25,3	-0,8%
Produits d'exploitation intersegments	39,7	41,1	3,4%
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>536,9</b>	<b>527,5</b>	<b>-1,8%</b>
Charges d'exploitation	422,6	414,1	-2,0%
<b>EBITDA</b>	<b>114,3</b>	<b>113,4</b>	<b>-0,8%</b>
Dépréciations - Amortissements	8,5	20,8	-
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)</b>	<b>105,8</b>	<b>92,6</b>	<b>-12,5%</b>
Marge (%)	19,7%	17,6%	
Dépenses en capital (CAPEX)	5,1	3,6	
FTE & intérimaires moyens	21.767	21.882	

Les **produits d'exploitation externes**, qui atteint au premier trimestre 2019 486,5 millions EUR, a subi une baisse de -10,7 millions EUR ou -2,2 % par rapport à la même période en 2018.

Les revenus du **Domestic mail** (c.-à-d. Transactional mail, Advertising mail et Press combinés) ont diminué de -7,6 millions EUR pour s'établir à 344,2 millions EUR. Le volume sous-jacent<sup>3</sup> a régressé de -9,2 %. Le Transactional mail, avec une baisse sous-jacente du volume<sup>3</sup> de -9,8 %, a été impacté par une stimulation accrue des documents digitaux, provenant principalement des secteurs bancaire, des télécommunications et de services publics. Du côté des destinataires, nous observons également une acceptation plus élevée des documents digitaux, ainsi que dans une moindre mesure une diminution des volumes des PME due à la digitalisation. L'Advertising mail a connu une diminution sous-jacente du volume<sup>3</sup> de -7,6 % au cours du trimestre. La croissance réalisée auprès des petits clients et l'augmentation du non-adressé ont été plus que contrebalancées par les volumes moindres émanant des gros clients. Le volume Press<sup>3</sup> a diminué sur une base sous-jacente de -8,7 %, en raison de la substitution électronique et de la rationalisation, principalement au niveau des périodiques.

La baisse du volume total de Domestic mail a eu un impact sur les revenus à concurrence de -28,8 millions EUR, auxquels il convient d'ajouter 1 jour ouvrable de moins (-1,4 million EUR). Cette baisse n'a été que partiellement compensée par l'amélioration nette du mix prix de 22,6 millions EUR, en raison à la hausse des prix au niveau du panier des petits utilisateurs sur 3 mois à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, contre 1 mois au premier trimestre 2018 avec une hausse des prix à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018.

<sup>3</sup> Le nouveau périmètre basé sur la structure des entités opérationnelles inclut les revenus d'Ubiway générés par la distribution de la presse, mais ne tient pas compte des activités outbound. Le résultat d'exploitation de 2018 a été retraité, mais tous les KPI comparables du 1<sup>er</sup> trimestre 2018 ne sont pas disponibles.

Mail & Retail	1er trimestre
<b>Évolution sous-jacente des volumes Mail</b>	<b>2019</b>
<b>Domestic mail</b>	<b>-9,2%</b>
Transactional mail	-9,8%
Advertising mail	-7,6%
Press	-8,7%

Le **Proximity and convenience retail network** affiche une baisse de 2,9 millions EUR et s'établit à 117,0 millions EUR. Cette baisse s'explique principalement par les revenus inférieurs des activités bancaires et financières, en raison de la réduction des commissions versées par bpost banque sur les comptes d'épargne et les comptes courants, vu les faibles taux d'intérêt et la diminution des revenus de bpost liés au commerce de détail, partiellement compensés par l'augmentation des revenus Retail d'Ubiway.

Au premier trimestre 2019, les **Value added services** se sont chiffrés à 25,3 millions EUR, ce qui représente une légère diminution, de -0,2 million EUR. L'augmentation induite par les amendes routières gérées pour le compte de l'État belge a été compensée par la baisse des revenus provenant de la gestion des documents et des activités liées à la carte d'identité électronique, en raison de la suppression progressive des activités e-ID actuellement fournies par Certipost.

Compte tenu de la **première application d'IFRS 16**, les loyers et charges locatives ont diminué de 10,8 millions EUR et les amortissements normalisés ont augmenté de -10,2 millions EUR.

L'**EBIT normalisé** s'est élevé au premier trimestre 2019 à 92,6 millions EUR, avec une marge de 17,6 %, et a affiché une baisse nette de -13,2 millions EUR par rapport à la même période en 2018. La diminution de l'EBIT est principalement due à la baisse du résultat d'exploitation total (-9,4 millions EUR) et à la légère augmentation du total des charges d'exploitation (D&A compris) (-3,8 millions EUR), découlant principalement d'une hausse des amortissements (-2,1 millions EUR hors impact IFRS 16) et de charges de personnel et frais d'intérêt plus élevés, résultant de la CCT 2019-2020 et de l'indexation salariale, compensée en partie seulement par une évolution favorable du mix ETP.

## Performance de l'entité opérationnelle: Parcels & Logistics Europe & Asie

Parcels & Logistics Europe & Asie	1er trimestre		
En millions EUR (Normalisé)	2018	2019	% Evolution
<b>Produits d'exploitation externes</b>	<b>177,5</b>	<b>191,7</b>	<b>8,0%</b>
Parcels BeNe	78,7	87,4	11,1%
E-commerce logistics	28,1	30,8	9,7%
Cross-border	70,7	73,5	4,0%
Produits d'exploitation intersegments	4,8	5,1	5,4%
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>182,3</b>	<b>196,8</b>	<b>8,0%</b>
Charges d'exploitation	168,9	174,8	3,5%
<b>EBITDA</b>	<b>13,4</b>	<b>22,0</b>	<b>64,5%</b>
Dépréciations - Amortissements	2,0	4,1	-
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)</b>	<b>11,4</b>	<b>18,0</b>	<b>57,2%</b>
Marge (%)	6,3%	9,1%	
Dépenses en capital (CAPEX)	0,3	3,0	
FTE & intérimaires moyens	2.880	3.096	

Le **total des produits d'exploitation externes** s'est élevé au premier trimestre 2019 à 191,7 millions EUR et enregistre une augmentation de 14,2 millions EUR ou +8,0 % par rapport à la même période en 2018.

**Parcels BeNe** affiche une hausse de 8,7 millions EUR pour s'établir à 87,4 millions EUR, grâce à la croissance organique constante des volumes<sup>4</sup> de paquets à concurrence de 16,9 % (l'ancien segment Domestic Parcels est combiné aux volumes de DynaLogic). Cette augmentation, alimentée par la croissance de l'e-commerce, est partiellement compensée par la baisse des ventes C2C. Les hausses de prix ont été plus que compensées par l'effet mix, qui a conduit à un prix/mix produits négatifs.

Parcels & Logistics Europe & Asie	1er trimestre 2019
Croissance volumes Parcels	+16,9%

L'**e-commerce logistics** atteint au premier trimestre 2019 le chiffre de 30,8 millions EUR, en progression de 2,7 millions EUR par rapport à la même période de 2018, principalement en raison de l'intégration d'Active Ants à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018, que compense partiellement la baisse des revenus de DynaFix.

Le total des produits d'exploitation **Cross-border** a augmenté de 2,8 millions EUR, pour s'établir à 73,5 millions EUR, sous l'effet de revenus supérieurs pour les paquets en provenance du Royaume-Uni, le tout étant partiellement neutralisé par des revenus moindres pour les paquets venus d'Asie et du reste de l'Europe.

En raison de la **première application d'IFRS 16**, les loyers et charges locatives ont diminué de 2,1 millions EUR et les amortissements normalisés ont augmenté de -1,9 million EUR.

L'**EBIT normalisé** a augmenté de 6,5 millions EUR au premier trimestre 2019, pour atteindre 18,0 millions EUR et une marge de 9,1 %, grâce à l'augmentation du total des produits d'exploitation (14,5 millions EUR), partiellement compensée par l'augmentation du total des charges d'exploitation (D&A inclus) (-8,0 millions EUR) découlant de la croissance des volumes de paquets, de frais de transport à la hausse et de l'intégration d'Active Ants.

<sup>4</sup> Nouveau périmètre basé sur la structure des entités opérationnelles avec intégration de DynaLogic et DynaSure. Le résultat d'exploitation de 2018 a été retraité, mais tous les KPI comparables du 1<sup>er</sup> trimestre 2018 ne sont pas disponibles.

## Performance de l'entité opérationnelle: Parcels & Logistics Amérique du Nord

Parcels & Logistics Amérique du Nord En millions EUR (Normalisé)	1er trimestre		
	2018	2019	% Evolution
<b>Produits d'exploitation externes</b>	<b>240,0</b>	<b>227,2</b>	<b>-5,3%</b>
E-commerce logistics	220,6	204,5	-7,3%
International mail	19,4	22,7	17,0%
Produits d'exploitation intersegments	1,2	1,4	14,4%
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>241,2</b>	<b>228,5</b>	<b>-5,2%</b>
Charges d'exploitation	231,8	222,7	-3,9%
<b>EBITDA</b>	<b>9,4</b>	<b>5,9</b>	<b>-37,4%</b>
Dépréciations - Amortissements	9,1	13,7	49,4%
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)</b>	<b>0,2</b>	<b>(7,8)</b>	
Marge (%)	0,1%	-3,4%	
Dépenses en capital (CAPEX)	5,0	4,3	
FTE & intérimaires moyens	8.418	7.349	

Les **produits d'exploitation externes** se sont élevés au premier trimestre 2019 à 227,2 millions EUR et subissent par rapport à la même période en 2018 un recul de -12,8 millions EUR ou -5,3 %, effet de change positif inclus à hauteur de 16,7 millions EUR.

L'**e-commerce logistics** a diminué de -16,1 millions EUR pour passer à 204,5 millions EUR, principalement en raison du déclin subi par Radial Amérique du Nord, suite à l'impact de l'attrition des clients en 2018 et de la révision des prix, partiellement compensé par une augmentation des paquets Cross-border, lesquels profitent de l'expansion de la clientèle et de nouveaux services.

Radial Amérique du Nord En millions USD (Normalisé)	1er trimestre	
	2018	2019
Produits d'exploitation	225,7	187,2
EBITDA	5,9	(1,9)
Résultat d'exploitation (EBIT)	(4,6)	(15,2)

**International mail** a progressé de 3,3 millions EUR pour s'élever à 22,7 millions EUR, essentiellement sous l'effet de l'intégration d'IMEX et M.A.I.L. dans le courant de janvier 2018.

En raison de l'**application initiale d'IFRS 16**, les loyers et charges locatives ont diminué de 6,1 millions EUR et les amortissements normalisés ont augmenté de -5,7 millions EUR.

L'**EBIT normalisé** s'est élevé au premier trimestre 2019 à -7,8 millions EUR, avec une marge de -3,4 %, et a affiché une baisse nette de -8,0 millions EUR par rapport à la même période en 2018. La diminution de l'EBIT est principalement due à la baisse du total des produits d'exploitation (-12,6 millions EUR), partiellement compensée par la légère diminution du total des charges d'exploitation (D&A inclus) (4,6 millions EUR), surtout due à la baisse des frais fixes, essentiellement au niveau des charges de personnel et des dépenses médicales, à l'amélioration de la productivité au niveau du fulfilment et à une diminution des reversements au niveau des Paiements, Taxes et Fraudes (PT&F).

## Performance de l'entité opérationnelle: Corporate

Corporate En millions EUR (Normalisé)	1er trimestre		
	2018	2019	% Evolution
<b>Produits d'exploitation externes</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>-19,6%</b>
Produits d'exploitation intersegments	92,7	84,7	-8,6%
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>94,6</b>	<b>86,2</b>	<b>-8,8%</b>
Charges d'exploitation	88,5	76,4	-13,6%
<b>EBITDA</b>	<b>6,1</b>	<b>9,8</b>	<b>60,0%</b>
Dépréciations - Amortissements	11,2	16,7	49,3%
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)</b>	<b>(5,1)</b>	<b>(7,0)</b>	<b>-36,4%</b>
<i>Marge (%)</i>	-5,4%	-8,1%	
Dépenses en capital (CAPEX)	4,0	4,7	
FTE & intérimaires moyens	1.765	1.639	

Les **produits d'exploitation externes** au premier trimestre 2019 s'élèvent à 1,5 million EUR et sont conformes à ceux de l'an dernier.

En raison de la **première application d'IFRS 16**, les loyers et charges locatives ont diminué de 6,6 millions EUR et les amortissements normalisés ont augmenté de -6,3 millions EUR.

L'**EBIT normalisé** s'est élevé au premier trimestre 2019 à -7,0 millions EUR, affichant une baisse nette de -1,9 million EUR par rapport à la même période en 2018. La baisse de l'EBIT est due à l'évolution défavorable de certaines provisions et des impôts locaux, immobiliers et autres par rapport à l'année dernière.

## Flux de trésorerie

Premier trimestre 2019

En millions EUR	1 <sup>er</sup> trimestre		%
	2018	2019	Evolution
<b>FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>229,9</b>	<b>202,2</b>	<b>-12,0%</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(78,6)</b>	<b>(16,1)</b>	<b>-</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NET GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>(3,9)</b>	<b>(44,2)</b>	<b>-</b>
<b>AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>147,4</b>	<b>141,9</b>	<b>-3,7%</b>

Au premier trimestre 2019, le flux net de trésorerie a diminué de 5,4 millions EUR par rapport à la même période l'an dernier, pour s'établir à 141,9 millions EUR.

Le **flux de trésorerie disponible** a atteint 186,1 millions EUR, soit 34,8 millions EUR de plus que l'année dernière.

Le **flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation** a diminué de 27,7 millions EUR, pour s'établir à 202,2 millions EUR, l'impact de la première application d'IFRS 16 s'élevant à 24,7 millions EUR. Si l'on exclut ce transfert vers les activités de financement et les produits perçus dus aux clients de Radial (+10,5 millions EUR), les résultats des activités ont diminué de 21,9 millions EUR, parallèlement à une évolution négative de la variation du besoin en fonds de roulement (-41,0 millions EUR). Cette dernière est principalement expliquée par une évolution défavorable du besoin en fonds de roulement de Radial.

Les **activités d'investissement** ont résulté en une sortie de liquidités de 16,1 millions EUR au premier trimestre 2019, soit une diminution de 62,5 millions EUR par rapport à la même période l'an dernier. Cette évolution s'explique principalement par des sorties de trésorerie moindres liées à l'acquisition de filiales (+63,9 millions EUR), les investissements ayant eu lieu principalement en 2018, partiellement compensées par la hausse des dépenses en capital (-1,2 million EUR).

Le flux de trésorerie lié aux **activités de financement** a atteint un montant de 44,2 millions EUR, soit 40,2 millions EUR de plus qu'à la même période l'an dernier. Cette augmentation s'explique principalement par les sorties de liquidités nettes liées aux papiers commerciaux, aux paiements des dettes de location dont -24,7 millions EUR suite à la première application d'IFRS 16 et aux intérêts sur les emprunts à terme.

## Principaux événements du premier trimestre

---

### **Le 23 janvier 2019, bpost et la Ville de Bruxelles sont parvenues à un accord concernant la vente du bâtiment du Centre Monnaie**

bpost et la Ville de Bruxelles ont signé un accord visant à la vente de la partie bureaux du Centre Monnaie. L'accord porte sur la totalité de l'immeuble de bureaux occupé conjointement par bpost et par la Ville de Bruxelles, ainsi que sur les places de stationnement connexes. À partir de 2021, les services centraux siégeront dans la Multi Tower, qui fait face au Centre Monnaie. Ce bâtiment, qui sera rénové et écologique, présentera bon nombre de facilités. Les produits de la vente s'élèveront à 55,7 millions EUR en faveur de bpost, tandis que le gain sur la vente est de 19,9 millions EUR. Ces chiffres seront tous deux inclus dans les états financiers normalisés du second trimestre 2019.

### **Le 24 janvier 2019, il y a eu des changements au sein du comité de direction de bpost**

Kurt Pierloot, responsable des activités Mail et Retail de bpost, a annoncé vouloir donner une nouvelle orientation à sa carrière. Pendant 15 ans, il a joué un rôle important dans le cadre de la transformation de l'entreprise. C'est Henri de Romrée, alors CFO de bpost, qui reprend le rôle de Kurt Pierloot. Le rôle de CFO est repris ad interim par Baudouin de Hepcée.

### **Le 12 février 2019, les toits du centre de tri de bpost à Anvers ont été recouverts de 10.000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires d'ENGIE**

Le Ministre fédéral Philippe De Backer, la Ministre flamande de l'Énergie Lydia Peeters, le CEO de bpost Koen Van Gerven et le CEO d'ENGIE Fabricom Mark Dirckx ont inauguré la nouvelle installation solaire sur le toit du centre de tri de bpost à Anvers. Il s'agit du 4ème centre de tri alimenté en énergie solaire. bpost entend de la sorte maintenir son titre mondial « d'opérateur postal le plus vert ».

### **Le 15 février 2019, bpost ouvre le centre de distribution le plus écologique de Belgique à Mons**

Elio Di Rupo, Ministre d'Etat et Koen Van Gerven, CEO de bpost, ont inauguré officiellement à Mons le premier centre de distribution écologique de bpost. Doté d'une isolation optimale, le bâtiment est équipé de panneaux solaires et la distribution des lettres et paquets à Mons se fera grâce à des véhicules totalement électriques. Ces innovations permettent au centre de Mons d'afficher des performances énergétiques fortement améliorées, avec une consommation d'électricité réduite de 18% et 55% de consommation de gaz en moins par rapport à la moyenne des autres centres de distribution.

### **Le 15 mars 2019, bpost a vendu Alvadis, une société du groupe Ubiway**

Ubiway, dont fait partie Alvadis, a conclu un accord avec Conway pour la vente d'Alvadis. Conway est une entreprise internationale active dans le même secteur. La finalisation de la transaction est toujours en attente de l'approbation de l'Autorité belge de la concurrence (ABC). L'accord couvre l'ensemble des activités d'Alvadis.

### **Le 22 mars 2019, le Conseil des ministres a approuvé les termes et conditions applicables à bpost pour la prestation du service universel.**

Le gouvernement fédéral a approuvé les conditions générales applicables à bpost pour la fourniture du service universel jusqu'au 31 décembre 2023. Cela concerne l'obligation de proposer certains services de base en Belgique, tels que la collecte, le tri, le transport et la distribution des lettres jusqu'à 2 kg et des paquets jusqu'à 10 kg. L'accord stipule en outre que bpost peut aussi établir une distinction entre courrier prioritaire et courrier non prioritaire. Le gouvernement confirme que grâce à cette offre différenciée, bpost peut continuer à garantir la livraison, à absorber les moments de pics inattendus, à contrôler les coûts et à accélérer les délais de livraison des paquets.

## Calendrier financier

---

- 03.05.19 (10.00 CET)** Conférence téléphonique avec les analystes
- 08.05.19** Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
- 13.05.19** Date ex-dividende
- 14.05.19** Date d'enregistrement
- 15.05.19** Paiement du dividende
- 08.07.19** Début de la période de silence précédant la publication des résultats T2/2019
- 07.08.19 (17.45 CET)** Annonce des résultats T2/2019 et semestriels
- 08.08.19 (10.00 CET)** Conférence téléphonique avec les analystes
- 07.10.19** Début de la période de silence précédant la publication des résultats T3/2019
- 06.11.19 (17.45 CET)** Annonce des résultats T3/2019
- 07.11.19 (10.00 CET)** Conférence téléphonique avec les analystes
- 02.12.19 (17.45 CET)** Annonce d'acompte sur dividende 2019
- 05.12.19** Date ex-dividende (acompte sur dividende)
- 06.12.19** Date d'enregistrement (acompte sur dividende)
- 09.12.19** Paiement de l'acompte sur dividende

## États financiers consolidés intermédiaires non audités<sup>5</sup>

Remarque préliminaire : au troisième trimestre 2018, la répartition du prix d'achat de Radial a été finalisée, ce qui a donné lieu à certaines corrections de juste valeur pour les trimestres précédents de 2018. Cela a par conséquent entraîné certains retraitements par rapport aux chiffres de 2018 publiés aux premier et deuxième trimestres de 2018 au sein de l'entité organisationnelle Parcels & Logistics Amérique du Nord et Parcels & Logistics Europe & Asie.

Compte de résultats consolidé intermédiaire condensé (non audité)

En millions EUR	NOTES	Total de l'année en cours 31 mars	
		2018	2019
Chiffre d'affaires	6	910,1	899,1
Autres produits d'exploitation		6,4	7,8
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		<b>916,5</b>	<b>906,8</b>
Approvisionnements et marchandises		(62,1)	(58,6)
Services et biens divers	7	(330,5)	(325,0)
Charges de personnel		(364,7)	(371,0)
Autres charges d'exploitation		(16,0)	(1,2)
Dépréciations – Amortissements		(37,2)	(60,7)
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>(810,5)</b>	<b>(816,5)</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)</b>		<b>106,0</b>	<b>90,4</b>
Revenus financiers		2,2	1,4
Charges financières		(5,1)	(8,9)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		(3,8)	(1,4)
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>99,4</b>	<b>81,5</b>
Impôts sur le résultat		(35,6)	(31,3)
<b>RÉSULTAT DE L'ANNÉE</b>		<b>63,7</b>	<b>50,2</b>
Attribuable aux:			
Porteurs des capitaux propres de la société-mère		64,0	50,2
Intérêts minoritaires		(0,2)	(0,1)

<sup>5</sup> Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément à IAS 34 Information financière intermédiaire.

## REVENU PAR ACTION

En EUR	Total de l'année en cours 31 mars	
	2018	2019
► de base, bénéfice de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	0,32	0,25
► dilué, bénéfice de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	0,32	0,25

Conformément à IAS 33, le résultat par action dilué est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère (après ajustement des effets au titre des actions ordinaires potentiellement dilutives) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'année, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

Dans le cas de bpost, aucun effet de dilution n'affecte le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère ni le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires.

## État de résultat global consolidé intermédiaire (non audité)

En millions EUR	Total de l'année en cours	
	2018	2019
<b>RÉSULTAT DE LA PÉRIODE</b>	<b>63,7</b>	<b>50,2</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>		
<i>Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>		
Variation des autres éléments du résultat global des entreprises associées	(8,3)	(3,3)
Gain / (perte) sur couverture d'investissement net	3,2	(2,4)
Gain / (perte) sur couverture de flux de trésorerie	0,0	0,4
Ecart dû à la conversion des devises étrangères	(19,3)	23,3
<b>ÉLÉMENTS QUI SERONT RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS</b>	<b>(16,2)</b>	<b>21,4</b>
<i>Éléments ne pouvant pas être reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>		
Gain / (perte) de réévaluation sur les régimes à prestations déterminées	0,0	0,0
<b>ÉLÉMENTS NE POUVANT PAS ÊTRE RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS</b>	<b>(8,3)</b>	<b>(3,3)</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT POUR L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS</b>	<b>(24,5)</b>	<b>18,1</b>
<b>RÉSULTAT TOTAL DE L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS</b>	<b>39,2</b>	<b>68,3</b>
Attribuable aux:		
Porteurs des capitaux propres de la société-mère	39,5	68,3
Intérêts minoritaires	(0,2)	(0,1)

## Bilan consolidé intermédiaire (non audité)

En millions EUR	NOTES	Au 31 décembre 2018	Au 31 mars 2019
<b>Actifs</b>			
<b>Actifs non courants</b>			
Immobilisations corporelles	8	708,0	1,099,4
Immobilisations incorporelles	9	874,9	891,0
Participations dans des entreprises associées	10	251,2	246,5
Immeubles de placement		18,7	5,4
Actifs d'impôts différés		31,5	30,5
Créances commerciales et autres créances		11,2	11,6
		<b>1.895,7</b>	<b>2.284,4</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks		36,9	35,3
Impôt sur le résultat à recevoir		5,7	5,7
Créances commerciales et autres créances	11	712,0	547,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	680,1	830,3
		<b>1.434,7</b>	<b>1.418,6</b>
Actifs destinés à la vente	13	14,7	42,8
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>3.345,1</b>	<b>3.745,9</b>
<b>Capitaux propres et passifs</b>			
Capital souscrit		364,0	364,0
Réserves		271,4	315,5
Ecart de conversion		12,7	33,6
Bénéfices reportés		51,6	50,2
<b>Capitaux propres attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société-mère</b>		<b>699,7</b>	<b>763,3</b>
Intérêts minoritaires		2,5	2,7
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>702,3</b>	<b>766,0</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Emprunts bancaires	14	849,1	1.191,0
Avantages au personnel	15	308,4	307,3
Dettes commerciales et autres dettes		17,5	21,2
Provisions		22,6	21,8
Impôts différés passifs		7,3	8,0
		<b>1.204,8</b>	<b>1.549,4</b>
<b>Passifs courants</b>			
Emprunts bancaires	16	175,7	246,3
Découverts bancaires		0,0	5,9
Provisions		16,8	15,6
Impôts sur le résultat à payer		21,4	36,6
Instruments dérivés	18	0,8	0,7
Dettes commerciales et autres dettes	17	1.212,5	1.120,1
		<b>1.427,3</b>	<b>1.425,2</b>
Passifs directement liés à des actifs destinés à la vente	13	10,8	5,3
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>		<b>2.642,9</b>	<b>2.979,9</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>3.345,1</b>	<b>3.745,9</b>

## Mouvements consolidés des capitaux propres (non audités)

En millions EUR	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS PROPRES	AUTRES RESERVES	ECART DE CONVERSION DE DEVISE	RÉSULTAT DE L'EXERCICE	TOTAL	INTERETS MINORITAIRES	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
<b>AU 1 JANVIER 2018</b>	<b>364,0</b>	<b>(0,0)</b>	<b>310,1</b>	<b>(11,5)</b>	<b>110,9</b>	<b>773,5</b>	<b>4,3</b>	<b>777,8</b>
Impact IFRS 9 sur bpost banque			(59,9)			(59,9)		(59,9)
<b>AU 1 JANVIER 2018 (retraité)</b>	<b>364,0</b>	<b>(0,0)</b>	<b>250,2</b>	<b>(11,5)</b>	<b>110,9</b>	<b>713,6</b>	<b>4,3</b>	<b>717,9</b>
Résultat de l'année 2018					64,0	64,0	(0,2)	63,7
Autres éléments du résultat			102,6	(16,1)	(110,9)	(24,5)		(24,5)
<b>RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>102,6</b>	<b>(16,1)</b>	<b>(47,0)</b>	<b>39,5</b>	<b>(0,2)</b>	<b>39,3</b>
Dividendes payés						0,0		0,0
Autres			1,1		(0,2)	0,9	(2,3)	(1,4)
<b>AU 31 MARS 2018</b>	<b>364,0</b>	<b>(0,0)</b>	<b>353,9</b>	<b>(27,6)</b>	<b>63,7</b>	<b>754,0</b>	<b>1,8</b>	<b>755,8</b>
<b>AU 1 JANVIER 2019</b>	<b>364,0</b>	<b>(0,,0)</b>	<b>271,4</b>	<b>12,7</b>	<b>51,6</b>	<b>699,7</b>	<b>2,5</b>	<b>702,3</b>
Résultat de l'année 2019					50,2	50,2	(0,1)	50,2
Autres éléments du résultat			48,8	20,9	(51,6)	18,1		18,1
<b>RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>48,8</b>	<b>20,9</b>	<b>(1,4)</b>	<b>68,3</b>	<b>(0,1)</b>	<b>68,3</b>
Dividendes payés					0,0	0,0	0,0	0,0
Autres			(4,7)		(0,1)	(4,8)	0,2	(4,6)
<b>AU 31 MARS 2019</b>	<b>364,0</b>	<b>(0,0)</b>	<b>315,5</b>	<b>33,6</b>	<b>50,2</b>	<b>763,3</b>	<b>2,7</b>	<b>766,0</b>

Les capitaux propres ont augmenté de 63,7 millions EUR, soit 9,1 %, pour atteindre 766,0 millions EUR au 31 mars 2019, contre 702,3 millions EUR au 31 décembre 2018. Le bénéfice réalisé (50,2 millions EUR), les différences de change sur la conversion des opérations à l'étranger (20,9 millions EUR) et la partie effective d'une couverture de flux de trésorerie conclue pour couvrir le risque de flux de trésorerie de l'obligation (0,4 million EUR) ont notamment été compensés par l'ajustement à la juste valeur du portefeuille obligataire de bpost banque pour un montant de 3,3 millions EUR. La réserve de couverture de flux de trésorerie sera reclassée en perte ou profit durant les 8 années qui suivent la date d'émission de l'obligation.

## Flux de trésorerie intermédiaire consolidé (non audité)

En millions EUR	Total de l'année en cours	
	2018	2019
<b>Activités opérationnelles</b>		
Résultat avant impôt	99,4	81,5
Amortissements et réductions de valeur	37,2	60,7
Réductions de valeur sur créances commerciales	4,1	0,7
Gain sur la vente d'immobilisations corporelles	(0,2)	(0,1)
Autres éléments non cash	0,7	5,2
Variation des avantages au personnel	(0,6)	(1,0)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	3,8	1,4
Dividendes perçus	0,0	0,0
Impôts payés sur le résultat	(3,1)	(2,9)
Impôts payés sur le résultat des années précédentes	(11,8)	(13,8)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES AVANT CHANGEMENT DU FONDS DE ROULEMENT ET DES PROVISIONS</b>	<b>129,4</b>	<b>131,7</b>
Diminution / (Augmentation) des créances commerciales et autres créances	181,8	160,3
Diminution / (Augmentation) des stocks	1,4	2,8
Augmentation / (Diminution) des dettes commerciales et autres dettes	(60,3)	(81,2)
Augmentation / (Diminution) des montants collectés dus aux clients	(19,8)	(9,3)
Augmentation / (Diminution) des provisions	(2,7)	(2,1)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>229,9</b>	<b>202,2</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Produits découlant de la vente d'immobilisations corporelles	0,3	0,1
Acquisition d'immobilisations corporelles	(12,4)	(9,4)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2,6)	(6,3)
Acquisition d'autres investissements	0,5	0,0
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(64,4)	(0,5)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(78,6)</b>	<b>(16,1)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Produits d'emprunts et de contrats de location	0,0	170,2
Remboursement des dettes et de contrats de location	(3,6)	(214,3)
Paiement pour des instruments dérivés		
Transactions avec les intérêts minoritaires	(0,3)	
Dividendes payés		
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NET GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>(3,9)</b>	<b>(44,2)</b>
<b>AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>147,4</b>	<b>141,9</b>
<b>IMPACT NET DU TAUX DE CHANGE</b>	<b>(1,6)</b>	<b>2,3</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 1er janvier	466,0	680,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 31 mars	611,8	824,4
<b>MOUVEMENTS ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 31 MARS</b>	<b>145,7</b>	<b>144,2</b>

## Commentaires sur les états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

### 1. Informations générales

Les états financiers consolidés intermédiaires de bpost pour les 3 premiers mois au 31 mars 2019 ont été approuvés en accord avec la résolution du Conseil d'Administration du 2 mai 2019.

#### Activités commerciales

bpost et ses filiales (dénommée ci-après « bpost ») fournissent des services nationaux et internationaux dans le domaine du courrier et du paquet, en ce compris l'enlèvement, le transport, le tri et la distribution de courrier adressé et non adressé, d'imprimés, de journaux, et de paquets.

Par le biais de ses filiales et de ses entités commerciales, bpost vend également toute une série d'autres produits et services, parmi lesquels des produits postaux, paquets, produits bancaires et financiers, la logistique e-commerce, des services de livraison express, des services de proximité et convenance, la gestion de documents et d'autres services apparentés. bpost assume également des activités d'intérêt économique général (SIEG) pour le compte de l'État belge.

#### Statut juridique

bpost est une société anonyme de droit public belge. Le siège social de bpost est sis au Centre Monnaie, à 1000 Bruxelles. Les actions de bpost sont cotées sur le NYSE-Euronext Brussels depuis le 21 juin 2013 (ISIN BPOST).

### 2. Base de préparation et principes comptables

#### Base de préparation

Ces états financiers intermédiaires n'ont pas été revus par un auditeur indépendant.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour ces 3 mois au 31 mars 2019 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations et publications requises dans les états financiers annuels, et devraient être lus en conjonction avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2018.

#### Principes comptables significatifs

Les principes comptables adoptés pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires condensés sont en ligne avec ceux suivis dans la préparation des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2018, à l'exception de l'adoption de nouveaux standards et interprétations effectifs à partir du 1er janvier 2019.

bpost a appliqué pour la première fois IFRS 16 conformément à IAS 34. La nature et les impacts des changements sont décrits ci-dessous.

En dehors d'**IFRS 16** – Contrats de location, les nouvelles normes et amendements suivants, entrés en vigueur au 1er janvier 2019, n'ont aucun effet sur la présentation, la performance financière ou la position de bpost:

- **IFRIC Interprétation 23** – Incertitude relative aux traitements fiscaux
- **IFRS 9 – Amendements** – Remboursement anticipé avec compensation négative

- **IAS 28 – Amendements** – Intérêts à long terme dans des entreprises associées et coentreprises
- **IAS 19 – Amendements** – Amendement du plan, restrictions et accords non récurrents
- **Processus d'améliorations annuelles – Cycle 2015-2017**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, *IFRS 16* remplace *IAS 17 Contrats de location*, *IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location*, *SIC-15 Avantages dans les contrats de location simple* et *SIC-27 Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*. *IFRS 16* définit les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information des contrats de location et exige des locataires qu'ils reprennent tous les contrats de location sur un seul modèle au bilan.

La comptabilisation du bailleur en vertu d'*IFRS 16* est essentiellement inchangée par rapport à *IAS 17*. Les bailleurs continueront à classer les contrats de location soit en contrats de location simple, soit en contrats de location-financement selon des principes similaires à ceux d'*IAS 17*. Par conséquent, *IFRS 16* n'a pas eu d'incidence sur les contrats de location pour lesquels bpost est le bailleur.

bpost a adopté *IFRS 16* selon la méthode rétrospective modifiée avec calcul à la date de la première application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Dès lors, les chiffres de l'exercice précédent ne seront pas ajustés. À la date d'entrée en vigueur, bpost a choisi d'utiliser :

- les exemptions de comptabilisation pour les contrats de location où l'actif sous-jacent est de faible valeur (« actifs de faible valeur »).
- la mesure de simplification et (i) a appliqué *IFRS 16* aux contrats qui avaient été précédemment identifiés comme contrats de location sous *IAS 17* et *IFRIC 4* et (ii) n'a pas appliqué *IFRS 16* aux contrats qui n'étaient pas précédemment identifiés comme contrat de location sous *IAS 17* et *IFRIC 4*.

L'effet de l'application d'*IFRS 16* au 1<sup>er</sup> janvier 2019 (augmentation/(diminution)) est décrite ci-dessous :

En millions EUR	
<b>Actifs</b>	
Actifs au titre de droits et d'utilisation	434,6
Immobilisations corporelles	(16,8)
<b>Total des actifs</b>	<b>417,8</b>
<b>Passifs</b>	
Emprunts bancaires non courants	337,2
Emprunts bancaires courants	80,7
<b>Total des passifs liabilities</b>	<b>417,8</b>

#### Nature de l'effet de l'adoption d'*IFRS 16*

- bpost dispose de contrats de location principalement pour des bâtiments (entrepôts et bureaux de poste) et des véhicules. Avant l'adoption d'*IFRS 16*, bpost classait chacun de ses contrats de location (en tant que preneur) à la date d'entrée en vigueur en tant que contrat de location-financement ou de location simple.
- bpost n'a pas modifié les valeurs comptables initiales des actifs et passifs reconnus à la date d'application initiale pour les contrats de location classés auparavant comme contrats de location-financement (c'est-à-dire que les actifs au titre de droits et d'utilisation et passifs de location équivalent aux actifs et dettes locatives reconnus sous *IAS 17*). Les exigences d'*IFRS 16* ont été appliquées à ces contrats de location à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.
- bpost a comptabilisé les actifs au titre du droit d'utilisation et les dettes locatives pour les contrats de location classés auparavant en tant que contrats de location simple, à l'exception des contrats de location portant sur des actifs de faible valeur.

Compte tenu de ce qui précède, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, des actifs au titre de droit d'utilisation pour 434,6 millions EUR sont comptabilisés et présentés séparément dans le bilan financier. Cela comprend

les actifs en location précédemment comptabilisés au titre de contrats de location-financement pour 16,8 millions EUR, qui ont été reclassés à partir des immobilisations corporelles.

Les dette locatives, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, peuvent être réconciliées aux engagements de location simple du 31 décembre 2018 comme ci-dessous :

En millions EUR	
<b>Engagements de location simple au 31 décembre 2018</b>	<b>461,3</b>
Taux d'emprunt marginal moyen pondéré au 1 janvier 2019	2,1%
<b>Engagements de location simple actualisés au 1 janvier 2019</b>	<b>417,8</b>
<b>Ajouter:</b> Engagements relatifs à des contrats de location précédemment classés en tant que contrats de location-financement	18,3
<b>Passifs</b>	
Emprunts bancaires non courants	353,8
Emprunts bancaires courants	82,3
<b>Dettes de location au 1 janvier 2019</b>	<b>436,1</b>

### Résumé des nouveaux principes comptables

Une location est un contrat par lequel le droit d'utilisation d'un actif (l'actif loué) est octroyé pour une période déterminée en échange d'une compensation.

Jusqu'au 31 décembre 2018, une location était définie comme un accord par lequel le bailleur donne au preneur de bail le droit d'utiliser l'actif pour une période déterminée en échange d'un paiement ou de plusieurs paiements. En accord avec IAS 17, lorsque le contrat de location transfère significativement tous les risques et avantages en propriété au preneur de bail, le contrat est alors considéré comme un leasing financier et était reconnu comme un actif et un passif au montant de la valeur actualisée des paiements locatifs minimaux (= somme du capital et des parties d'intérêt incluses dans les paiements du contrat de location) or, si inférieure, la valeur actualisée des actifs loués. Inversement, lorsque le contrat n'était pas un transfert substantiel de tous les risques et avantages en propriété de bpost, le contrat de location était considéré comme une location simple et les loyers, payés sur base du contrat, comptabilisés en coût dans le compte de résultat.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, bpost comme preneur de bail comptabilise à la valeur actualisée les actifs relatif au droit d'utilisation reçu et les passifs pour les obligations de paiement relatives à l'ensemble des locations dans le bilan, comme ci-dessous :

- Actifs au titre du droit d'utilisation :

Le coût des actifs au titre du droit d'utilisation comprend le montant des dettes de location comptabilisées et les paiements de location effectués au plus tard à la date d'entrée en vigueur, déduction faite des éventuels avantages reçus au titre de la location. Les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation sont amortis de façon linéaire sur la durée la plus courte entre leur durée d'utilité estimée et la durée du contrat de location. Les actifs au titre du droit d'utilisation sont soumis à la réduction de valeur.

- Dettes de location

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, bpost comptabilise les dettes de location évaluées à la valeur actuelle des paiements de location à effectuer sur la durée du bail. Les paiements de location comprennent les paiements fixes (y compris les paiements fixes en substance), desquels on déduit tout avantage à recevoir au titre de la location, les paiements de location variables dépendant d'un indice ou d'un taux, et les montants à payer attendus en vertu de garanties de valeur résiduelle. À noter que la TVA non récupérable n'est pas incluse dans les paiements de location et est toujours comptabilisée en résultat d'exploitation. Les paiements de location comprennent également le prix d'exercice d'une option d'achat dont il est raisonnablement certain qu'elle sera levée par bpost et les paiements de pénalités en cas de résiliation d'un contrat de location, si la durée du contrat reflète l'exercice par bpost de son option de résiliation. Les paiements de location variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges pour la période au cours de laquelle survient l'événement ou la condition qui déclenche le paiement.

Pour calculer la valeur actuelle des paiements de location, bpost recourt au taux d'emprunt marginal à la date d'entrée en vigueur du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut pas être déterminé facilement. Après la date d'entrée en vigueur, le montant des dettes de location est augmenté pour tenir compte de la désactualisation des intérêts et réduit en fonction des

paiements de leasing effectués. De plus, la valeur comptable des dettes de location est réévaluée en cas de modification, de changements au niveau de la durée du contrat de location, des paiements de location fixés en substance ou de l'évaluation visant à l'achat de l'actif sous-jacent.

- Contrats de location d'actifs de faible valeur

Des exemptions de frais de location d'actifs de faible valeur ont été appliquées aux contrats de location d'une valeur inférieure à 5.000 EUR, principalement pour des articles informatiques, tels que des imprimantes.

#### Jugement important dans la détermination de la durée des contrats de location avec options de reconduction

- Utilisation d'un taux d'emprunt marginal pour les bâtiments en fonction de la devise, de l'environnement économique et de la durée. Pour les leasings de la flotte automobile et autres, le taux d'actualisation est le taux implicite du leasing, s'il est disponible, sans quoi on applique la même méthode que pour les bâtiments.
- bpost détermine la durée du contrat de location en tant que durée non résiliable du contrat de location ainsi que toute période couverte par une option de prolongation du contrat de location s'il est raisonnablement certain qu'elle sera exercée, ou toute période couverte par une option de résiliation, s'il est raisonnablement certain qu'elle ne sera pas exercée.

La table ci-dessous reprend la valeur nette des actifs au titre de droit et d'utilisation de bpost et les dettes de location au 31 mars 2019 :

En millions EUR	Total de l'année en cours 2019
<b>Actifs</b>	
Terrains et bâtiments	385,3
Usine et machinerie	4,4
Véhicules à moteur	49,5
Autre équipement	0,5
<b>Total</b>	<b>439,7</b>
<b>Passifs</b>	
Passifs non courants	355,8
Passifs courants	87,0
<b>Total</b>	<b>442,8</b>

#### Normes et interprétations publiées mais qui ne sont pas encore appliquées par bpost

Les nouvelles normes IFRS et interprétations IFRIC suivantes, adoptées mais non encore en vigueur ou sur le point de devenir obligatoires, n'ont pas été appliquées par bpost pour la préparation de ses états financiers consolidés.

Normes or interprétations	Effectif pour le reporting commençant au ou après le
---------------------------	------------------------------------------------------

<b>IFRS 3 - Amendements</b> – Définition d'une entreprise (*)	1 janvier 2020
<b>IAS 1 and IAS 8 – Amendements</b> – Définition de significatif (*)	1 janvier 2020
<b>IFRS 17</b> – Contrats d'assurance (*)	1 janvier 2021

(\*) Non encore adopté par l'Union Européenne à la date de ce rapport

bpost n'a pas adopté de façon anticipée d'autres normes, interprétations ou amendements publiés mais non encore d'application effective.

### 3. Saisonnalité des opérations

Les revenus et bénéfices de bpost sont affectés par un certain nombre de fluctuations saisonnières.

Selon le sixième contrat de gestion, bpost est le fournisseur de certains SIEG. Ces derniers comprennent, entre autres, le maintien d'un réseau Retail étendu et des services tels que le paiement à domicile des pensions et l'exécution de services financiers postaux. En vertu de l'engagement pris par l'État belge vis-à-vis de la Commission européenne, la distribution des journaux et magazines ne fait plus partie du contrat de gestion. L'État belge a décidé à cet égard d'attribuer le contrat de distribution des journaux et périodiques à bpost à l'issue d'une consultation publique du marché. La compensation des SIEG se base sur une méthodologie de coût net évité (« NAC » pour net avoided cost) et est répartie de manière égale sur les quatre trimestres. Cette méthode veille à ce que la compensation soit calculée en fonction de la différence en coût net entre le fait d'assurer ou non la fourniture des SIEG. La rémunération pour la distribution des quotidiens et périodiques consiste en un montant forfaitaire (équitablement réparti sur les quatre trimestres) et en une commission variable selon les volumes distribués. Cette rémunération est soumise à un calcul ex post reposant sur l'évolution de la base de coûts de bpost. En cours d'année, les calculs sont effectués pour les SIEG et la distribution des journaux et périodiques afin de s'assurer que la rémunération corresponde bien aux montants comptabilisés.

La haute saison qui commence à partir du mois de décembre en Europe et aux environs de Thanksgiving aux États-Unis a un effet positif sur les ventes de Parcels BeNe et e-commerce logistics. Pour les entités Radial américaines du secteur Parcels and Logistics d'Amérique du Nord, l'un des principaux acteurs américains de la logistique intégrée d'e-commerce et de la technologie omnicanale, le quatrième trimestre est historiquement le trimestre où les revenus et les bénéfices sont les plus élevés.

### 4. Regroupement d'entreprises

#### **Alvadis**

Le 15 mars 2019, Ubiway, filiale de bpost, a signé un accord d'achat d'actions avec Conway pour la vente d'Alvadis, une société du groupe Ubiway. Au lancement de la procédure de vente (décembre 2018), Alvadis avait été transférée dans les actifs détenus en vue de la vente. Alvadis sera déconsolidée au moment de la finalisation de la transaction, c'est-à-dire une fois obtenue l'approbation de l'autorité belge de concurrence.

#### **Acquisition of Anthill BV**

En mars 2018, bpost a acquis 63,6% des actions des sociétés néerlandaises Anthill BV, qui détiennent 100% des actions d'Active Ants BV. Active Ants fournit des services d'e-fulfilment et de transport aux entreprises actives dans l'e-commerce. Active Ants propose des services de stockage, des activités de pick & pack et expédie les produits. Anthill fonctionne uniquement en tant que société holding. bpost a payé un montant de 4,3 millions EUR pour 50% des actions et a procédé à une augmentation de capital de 3,0 millions EUR pour obtenir 13,6% d'actions supplémentaires. En outre, l'accord prévoit une contrepartie conditionnelle basée sur l'EBITDA de 2018, qui peut s'élever à 0,8 million EUR et une structure d'option d'achat et vente des actions restantes (36.4%). Le prix de l'option de vente (basé sur l'EBITDA) a été comptabilisé pour un montant de 4,5 millions EUR comme passif financier, les ajustements de cette dette financière seront comptabilisés au compte de résultat. Les sociétés ont été consolidées dans l'entité opérationnelle Parcels & Logistics Europe & Asie en recourant à la méthode dite d'intégration globale à compter de mars 2018. Les frais de transaction ont été payés et inclus dans les charges d'exploitation.

Le goodwill calculé se présente comme suit :

Juste valeur des actifs acquis et dettes reprises dans les entités achetées	En millions EUR
<b>Actifs non courants</b>	<b>8,8</b>
Immobilisations corporelles	4,5
Immobilisations incorporelles	4,3
<b>Actifs courants</b>	<b>5,3</b>
Stocks	0,1
Créances commerciales et autres créances	1,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,3
<b>Passifs non courants</b>	<b>(2,1)</b>
Emprunts bancaires	(1,1)
Passifs d'impôts différés	(1,0)
<b>Passifs courants</b>	<b>(5,8)</b>
Emprunts bancaires	(3,6)
Dettes commerciales et autres dettes	(2,1)
<b>Juste valeur des actifs nets acquis</b>	<b>6,1</b>
Goodwill suite à l'acquisition	6,4
<b>CONTREPARTIE D'ACHAT TRANSFÉRÉE</b>	<b>12,5</b>
dont:	
- Montant payé	7,3
- Contrepartie conditionnelle	5,2

Analyse du flux de trésorerie des acquisitions	En millions EUR
Trésorerie nette acquise des filiales	3,3
Montant payé	(7,3)

SORTIE NETTE DE TRÉSORERIE	(4,0)
----------------------------	-------

La juste valeur des créances commerciales courantes et non-courantes s'est élevée à 1,9 million EUR et on s'attend à ce que l'intégralité des montants contractuels puisse être collectée.

L'ajustement de la juste valeur suite à l'allocation du prix d'acquisition a constitué en la comptabilisation d'immobilisations incorporelles : relations clients (durée de vie de 18 ans), marque (durée de vie de 10 ans) et technologies développées en interne (durée de vie de 5 ans), pour des montants respectifs de 2,0 millions EUR, 0,6 million EUR et 1,4 million EUR.

Au premier trimestre 2019, Active Ants et Anthill ont contribué à concurrence de 4,2 millions EUR aux revenus et à 0,3 million EUR au bénéfice avant impôts découlant des activités continues du Groupe.

Le goodwill de 6,4 millions EUR qui en a résulté provient des synergies attendues. Aucune partie du goodwill ne devrait être déductible aux fins de l'impôt sur les revenus.

## 5. Entités opérationnelles

Le Conseil d'administration de bpost a annoncé le 2 mai 2018 la transformation de sa structure afin de préparer l'entreprise pour l'avenir à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ce qui impacte la manière d'allouer les ressources et de présenter la performance. Alors que bpost a désigné son CEO comme CODM (Chief Operating Decision Maker), les entités opérationnelles sont basées sur l'information fournies par le CEO sous cette nouvelle structure.

bpost opère à travers trois entités opérationnelles et entités de support qui fournissent des services à ces entités opérationnelles :

L'entité opérationnelle Mail & Retail (« M&R ») est en charge des activités commerciales liées au Transactional, Advertising mail et Press, ainsi que des activités opérationnelles de collecte, de transport, de tri et de distribution de courrier adressé et non adressé, de documents imprimés, de journaux et de périodiques en Belgique. Elle propose aussi ces activités opérationnelles pour les paquets à d'autres unités opérationnelles de bpost. En outre, M&R offre des Value Added Services, incluant la gestion de documents et les activités connexes, ainsi que la vente au détail de produits de proximité et de convenance, par l'intermédiaire de son réseau de vente au détail en Belgique, composé de bureaux de poste, de points poste et du réseau Retail Ubiway de différents magasins opérant sous marque. Cette entité vend également des produits bancaires et financiers, dans le cadre du réseau de proximité et de convenance, en vertu d'un contrat d'agence conclu avec bpost banque et AG Insurance. Cette entité opérationnelle exécute également des services d'intérêt économique général pour le compte de l'État belge (SIEG).

L'entité opérationnelle Parcels & Logistics Europe & Asie (« PaLo Eurasia ») est en charge des activités commerciales et opérationnelles liées à la livraison sur le dernier kilomètre et à la livraison express au BeNe, de l'e-commerce logistics (fulfillment, manutention, distribution et gestion des retours) et des Cross-border (inbound, outbound et services d'importation) pour les paquets en Europe et Asie et pour le courrier international partout dans le monde. Cette entité opérationnelle exploite plusieurs centres opérationnels à travers l'Europe, dont un centre de tri (NBx) et plusieurs hubs pour Parcels. DynaGroup, Radial et les entités Landmark Global en Europe et Asie relèvent de cette entité opérationnelle.

L'entité opérationnelle Parcels & Logistics Amérique du Nord (« PaLo N. America ») est chargée des activités commerciales et opérationnelles liées à l'e-commerce logistics (gestion des commandes, manutention et distribution, gestion des retours, service à la clientèle et services technologiques à valeur ajoutée) en Amérique du Nord et en Australie et des paquets et lettres internationaux Cross-borders en Amérique du Nord. Les entités nord-américaines de Landmark Global et Radial Amérique du Nord font partie de cette entité opérationnelle.

L'entité Corporate et Support (« Corporate ») se composent des trois unités de support et de l'unité Corporate. Les unités de support offrent en tant que fournisseur unique des solutions opérationnelles aux 3 entités opérationnelles et à Corporate. Elles incluent les départements Finance & Accounting, Human Resources & Service Operations, ICT & Digital. L'unité Corporate inclut quant à elle les départements Strategy, M&A, Legal, Regulatory et le Corporate Secretary. L'EBIT généré par les unités de support est refacturé aux trois entités opérationnelles en tant que charges opérationnelles, tandis que les amortissements restent sous Corporate. Les revenus générés par les unités de support, y compris la vente d'immeubles, sont publiés sous l'entité Corporate.

Aucune entité opérationnelle n'a été regroupée pour former les entités opérationnelles ci-dessus pouvant être incluses dans le rapport.

Les produits et services offerts entre entités juridiques sont sans lien de dépendance alors que les services et produits offerts entre entités opérationnelles d'une même entité juridique sont généralement basés sur des coûts marginaux. Les services fournis par les unités de support aux entités opérationnelles de la même entité légale sont basés sur le coût total.

Comme la trésorerie de l'entreprise, bpost banque et les impôts sont gérés de manière centralisée pour le groupe. Le résultat financier net, l'impôt sur le revenu et la quote-part du résultat des entreprises associées ne sont publiés qu'au niveau du groupe.

bpost calcule son résultat d'exploitation (EBIT) au niveau du segment et est évaluée conformément aux directives comptables des états financiers (IFRS). Les actifs et passifs ne sont pas rapportés par segment au CODM.

La table ci-dessous présente une vue globale de la performance :

1er trimestre	M&R		PaLo Europe & Asie		PaLo Amérique du Nord		Corporate		Eliminations		Groupe	
En millions EUR	1Q18	1Q19	1Q18	1Q19	1Q18	1Q19	1Q18	1Q19	1Q18	1Q19	1Q18	1Q19
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>497,2</b>	<b>486,5</b>	<b>177,5</b>	<b>191,7</b>	<b>240,0</b>	<b>227,2</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>916,5</b>	<b>906,8</b>
Produits d'exploitation intersegment	39,7	41,1	4,8	5,1	1,2	1,4	92,7	84,7	(138,5)	(132,3)	0,0	0,0
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>536,9</b>	<b>527,5</b>	<b>182,3</b>	<b>196,8</b>	<b>241,2</b>	<b>228,5</b>	<b>94,6</b>	<b>86,2</b>	<b>(138,5)</b>	<b>(132,3)</b>	<b>916,5</b>	<b>906,8</b>
Charges d'exploitation	422,6	414,1	168,9	174,8	231,8	222,7	88,5	76,4	(138,5)	(132,3)	773,3	755,7
Dépreciations – Amortissements	9,2	21,4	3,3	5,7	13,4	16,9	11,2	16,7	0,0	0,0	37,1	60,7
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)</b>	<b>105,1</b>	<b>92,1</b>	<b>10,1</b>	<b>16,3</b>	<b>(4,1)</b>	<b>(11,0)</b>	<b>(5,1)</b>	<b>(7,0)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>106,0</b>	<b>90,4</b>
Quote-part dans le résultat des entreprises associées											(3,8)	(1,4)
Résultat financier											(2,9)	(7,5)
Impôts sur le résultat											(35,6)	(31,3)
<b>RÉSULTAT DE L'ANNÉE (EAT)</b>											<b>63,7</b>	<b>50,2</b>

Les tables présentées ci-dessous fournissent une vue des entités détaillées.

Les produits d'exploitation sont mesurés sur la même base que les principes comptables des états financiers (IFRS) et du reporting par entité opérationnelle.

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2018	2019	% Evolution
<b>Mail &amp; Retail</b>	<b>497,2</b>	<b>486,5</b>	<b>-2,2%</b>
Transactional mail	199,6	195,4	-2,1%
Advertising mail	63,4	60,9	-4,0%
Press	88,7	87,9	-0,9%
Proximity and convenience retail network	119,9	117,0	-2,5%
Value added services	25,5	25,3	-0,8%
<b>Parcels &amp; Logistics Europe &amp; Asie</b>	<b>177,5</b>	<b>191,7</b>	<b>8,0%</b>
Parcels BeNe	78,7	87,4	11,1%
E-commerce logistics	28,1	30,8	9,7%
Cross border	70,7	73,5	4,0%
<b>Parcels &amp; Logistics Amérique du Nord</b>	<b>240,0</b>	<b>227,2</b>	<b>-5,3%</b>
E-commerce logistics	220,6	204,5	-7,3%
International mail	19,4	22,7	17,0%
<b>Corporate &amp; Supporting functions</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>-19,6%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>916,5</b>	<b>906,8</b>	<b>-1,1%</b>

La répartition géographique du résultat d'exploitation provenant de clients externes et les actifs non courants sont présentés attribués à la Belgique, au reste de l'Europe, aux États-Unis d'Amérique et au reste du monde. L'attribution par localisation géographique est basée sur la localisation de l'entité.

Total de l'année en cours			
En millions EUR	2018	2019	Change %
Belgique	620,0	616,5	-0,6%
Reste de l'Europe	53,4	61,0	14,2%
USA	229,7	217,4	-5,4%
Reste du Monde	13,4	12,0	-10,7%
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>916,5</b>	<b>906,8</b>	<b>-1,1%</b>

Au 31 décembre				Au 31 mars			
En millions EUR	2018	2019	Change %	2018	2019	Change %	
Belgique	703,4	964,0	37,0%				
Reste de l'Europe	143,2	171,3	19,7%				
USA	735,1	826,8	12,5%				
Reste du Monde	31,2	45,3	45,0%				
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>1.612,9</b>	<b>2.007,4</b>	<b>24,5%</b>				

Le total des actifs non courants comprend les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les immeubles de placement et les créances commerciales et autres créances (> 1 an).

Si l'on exclut la rémunération reçue du gouvernement fédéral belge pour fournir les services décrits dans le Contrat de Gestion et les concessions de presse, en ce compris l'entité opérationnelle Mail et Retail, aucun client extérieur ne représente plus de 10 % du total des produits d'exploitation de bpost.

## 6. Chiffre d'affaires

Total de l'année en cours		
En millions EUR	2018	2019
Chiffre d'affaires excluant les rémunérations SIEG	842,4	829,9
Rémunérations SIEG	67,7	69,2
<b>TOTAL</b>	<b>910,1</b>	<b>899,1</b>

## 7. Services et biens divers

Le tableau suivant présente un détail des services et biens divers :

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2018	2019	Change %
Loyers et charges locatives	36,0	14,5	-59,7%
Entretien et réparation	26,7	27,8	4,3%
Fournitures d'énergie	11,2	11,6	3,7%
Autres biens	7,2	7,5	4,2%
Frais postaux et de télécommunication	4,2	5,0	18,8%
Frais d'assurance	6,3	6,0	-5,6%
Frais de transport	148,8	149,8	0,7%
Publicité et annonces	5,6	5,3	-6,9%
Consultance	5,5	6,5	17,7%
Intérim	36,7	32,7	-11,0%
Frais de rémunération de tiers	32,5	34,6	6,5%
Autres services	9,8	23,8	143,9%
<b>TOTAL</b>	<b>330,5</b>	<b>325,0</b>	<b>-1,6%</b>

Les services et biens divers ont diminué de 5,4 millions EUR, principalement en raison d'une baisse de 21,5 millions EUR des loyers et charges locatives, partiellement compensée par une augmentation des autres services de 14,1 millions EUR. L'augmentation de ces derniers s'explique par un transfert entre services et autres biens et charges d'exploitation, alors que la diminution des loyers et charges locatives s'explique principalement par la première application d'IFRS 16. Conformément à IFRS 16, les coûts ont été transférés de loyers et charges locatives pour 25,5 millions EUR à des amortissements pour 24,2 millions EUR et à des charges financières pour 2,0 millions EUR. Les contrats de location inclus dans le périmètre portent principalement sur des immeubles (entrepôts et points de vente) et des véhicules.

## 8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 391,4 millions EUR, soit 55,3 %, pour s'établir à 1.099,4 millions EUR au 31 mars 2019. Cette augmentation s'explique principalement par : les actifs au titre du droit d'utilisation comptabilisés pour 417,8 millions EUR au 1<sup>er</sup> janvier 2019, compte tenu de la première application d'IFRS 16, les dépenses en capital pour 9,4 millions EUR, les actifs au titre du droit d'utilisation comptabilisés pour 28,5 millions EUR au premier trimestre 2019 et l'évolution du cours du change, partiellement compensés par des amortissements pour 49,7 millions EUR (dont 24,2 millions EUR liés au droit d'utilisation des actifs de la norme IFRS 16) et des transferts en biens de placement et actifs détenus pour vente (bâtiment Centre Monnaie). Les nouveaux actifs de la norme IFRS 16 sont principalement des contrats de location portant sur des bâtiments et des véhicules.

## 9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 16,1 millions EUR, soit 1,8 %, pour atteindre 891,0 millions EUR au 31 mars 2019. Cette augmentation est principalement due aux dépenses en capital pour 6,3 millions EUR, à la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition d'Anthill BV (augmentation de 5,5 millions EUR principalement due à la comptabilisation d'immobilisations incorporelles) et à l'évolution du taux de change, partiellement compensée par l'amortissement pour 11,4 millions EUR.

## 10. Participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises liées ont légèrement diminué de 4,7 millions EUR pour s'établir à 246,5 millions EUR au 31 mars 2019. Cette baisse est due à la part de bpost dans la perte de bpost banque pour 1,4 million EUR et la diminution de 3,3 millions EUR des gains non réalisés sur le portefeuille d'obligations comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, reflétant une augmentation moyenne de la courbe de rendement sous-jacente de 12 points de base (**basis points**, ou bps) par rapport au 31 décembre 2018. Au 31 mars 2019, les participations dans les entreprises associées ont compris des gains non réalisés portant sur le portefeuille obligataire d'un montant de 35,5 millions EUR, ce qui représente 14,4% du total des participations dans les entreprises associées. Les gains non réalisés ont été générés par le faible niveau des taux d'intérêt par rapport aux rendements au moment de l'acquisition de ces obligations. Les gains non réalisés ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultats, mais directement en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

## 11. Créances commerciales et autres créances

Les créances commerciales et autres créances ont diminué de 164,7 millions EUR, pour s'établir à 547,3 millions EUR au 31 mars 2019. Cette baisse découle essentiellement du règlement habituel de la créance des SIEG dus pour le premier trimestre de l'année.

## 12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 151,7 millions EUR, pour s'établir à 831,8 millions EUR au 31 mars 2019. Cette augmentation est principalement due au flux de trésorerie disponible (186,1 millions EUR), qui comprend le paiement de la rémunération des SIEG au cours du premier trimestre 2019.

## 13. Actifs destinés à la vente

Les actifs détenus pour la vente ont augmenté de 28,1 millions EUR, pour atteindre 42,8 millions EUR, principalement en raison du transfert de l'immeuble Centre Monnaie des immobilisations corporelles et des immeubles de placement aux actifs détenus en vue de la vente. En outre, en février 2019, bpost a accepté de se désengager de sa participation dans de Buren, qui était comptabilisée à la fin de l'exercice dans les actifs détenus en vue de la vente et les passifs directement liés aux actifs destinés à la vente.

## 14. Emprunts bancaires non courants

Les emprunts et dettes financières à long terme ont augmenté de 341,9 millions EUR, pour s'établir à 1.191,0 millions EUR, principalement en raison de la première application de la norme IFRS 16 (339,1 millions EUR).

## 15. Avantages au personnel

En millions EUR	Au 31 décembre	Au 31 mars
	2018	2019
Avantages postérieurs à l'emploi	(32,8)	(32,5)
Avantages à long terme	(113,5)	(115,1)
Indemnités de fin de contrat de travail	(8,5)	(7,9)
Autres avantages à long terme	(153,5)	(151,9)
<b>TOTAL</b>	<b>(308,4)</b>	<b>(307,3)</b>

Les avantages au personnel ont diminué légèrement, de 1,0 million EUR, soit 0,3 %, pour s'établir à 307,3 millions EUR au 31 mars 2019. Cette baisse reflète avant tout :

- le paiement d'avantages pour un montant de 6,9 millions EUR ;
- des charges additionnelles de service (5,2 millions EUR) et d'intérêts (1,0 million EUR).

## 16. Emprunts bancaires courants

Les emprunts bancaires courants ont augmenté de 70,6 millions EUR, pour s'établir à 246,3 millions EUR, principalement en raison de la première application de la norme IFRS 16 (86,3 millions EUR). Cette augmentation a été en partie compensée par une plus faible balance des effets commerciaux (-15,0 millions EUR).

## 17. Dettes commerciales et autres dettes courantes

Les dettes commerciales et autres dettes ont diminué de 92,4 millions EUR, soit 7,676 %, pour s'élever à 1.120,1 millions EUR au 31 mars 2019. Cette diminution est due à la réduction des dettes commerciales à concurrence de 144,2 millions EUR et des dettes sociales à concurrence de 14,7 millions EUR, partiellement compensée par l'augmentation des autres dettes à payer, de 66,4 millions EUR. La diminution des dettes commerciales s'explique surtout par un élément de phasage étant donné le pic saisonnier en fin d'année. L'augmentation des autres dettes est principalement due à l'avance reçue de l'État belge au titre de compensation des SIEG (92,5 millions EUR).

## 18. Actifs et passifs financiers

Le tableau ci-dessous donne des informations sur la catégorie de mesure de la juste valeur des actifs et passifs financiers de bpost au 31 mars 2019 :

En millions EUR Au 31 mars 2019	Valeur comptable	Catégorisé à la juste valeur :		
		Prix coté sur un marché actif (Niveau 1)	Autre donnée significative observable (Niveau 2)	Donnée significative non observable (Niveau 3)
<b>Actifs financiers évalués au coût amorti</b>				
<b>Actifs non courants</b>				
Actifs financiers	11,6		11,6	
<b>Actifs courants</b>				
Actifs financiers	1.383,3		1.383,3	
<b>Total actifs financiers</b>	<b>1.394,8</b>		<b>1.394,8</b>	
<b>Passifs financiers évalués au coût amorti (à l'exception des dérivés) :</b>				
<b>Passifs non courants</b>				
Obligations à long terme	641,6	658,7		
Passifs financiers	570,5		570,5	
<b>Passifs courants</b>				
Instruments dérivés - forex swap	0,0		0,0	
Instruments dérivés - cross currency swap	0,0		0,0	
Instruments dérivés - forex forward	0,7		0,7	
Passifs financiers	1.408,1		1.408,1	
<b>Total passifs financiers</b>	<b>2.621,0</b>	<b>658,7</b>	<b>1.979,4</b>	<b>0,0</b>

La juste valeur des actifs financiers courants et non courants évalués à leur coût amorti et celle des passifs financiers courants et non courants évalués à leur coût amorti se rapprochent de leurs valeurs comptables. La juste valeur n'étant pas évaluée dans le bilan, celle-ci ne devrait pas être publiée.

Au cours de la période, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie de juste valeur. Il n'y a par ailleurs pas eu de changement dans les techniques de valorisation et les inputs appliqués.

## 19. Instruments financiers dérivés et couvertures

### Instruments dérivés

bpost utilise des contrats de change à terme et des contrats d'échange de change pour gérer certaines de ses expositions en devises étrangères. Ces contrats ont été souscrits afin de couvrir les risques liés aux taux de change des prêts intra-groupes octroyés par bpost à ses filiales. Fin mars 2019 trois contrats d'échange de change et cinq contrats de change à terme étaient pendants.

### Swap du taux d'intérêt

En février 2018, bpost a conclu un swap de taux d'intérêt à départ différé d'une maturité de 10 ans avec un montant nominal de 600,0 millions EUR. La transaction a été réalisée pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur l'émission envisagée d'une obligation à long terme pour refinancer le crédit pont contracté en novembre 2017 pour l'acquisition de Radial.

En juillet 2018, bpost a finalement émis des obligations à 8 ans pour 650,0 millions EUR. La partie effective de la couverture de flux de trésorerie (20,0 millions EUR) a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global (le montant net d'impôt s'élève à 14,8 millions EUR) en tant que réserve de couverture de flux de trésorerie. Cette couverture de flux de trésorerie est reclassée en compte de résultats dans les mêmes périodes, étant donné que les flux de trésorerie des obligations à long terme affectent le résultat durant les 8 années qui suivent la date d'émission. Durant le premier trimestre 2019, un montant de 0,4 million EUR a été reclassé en compte de résultats.

### **Couverture d'investissement net**

En 2018, bpost a contracté un prêt bancaire en USD, d'une maturité de 3 ans, avec deux extensions possibles, chacune d'un an. Outre l'émission obligataire, bpost, dont l'EUR est la devise fonctionnelle, a emprunté en USD afin de refinancer l'acquisition de novembre 2017 de Radial Holdings, LP. bpost a emprunté une partie en USD pour réduire le risque de différences de change sur les opérations à l'étranger, et donc réalisé une couverture de son investissement net. Par conséquent, la portion effective des variations de la juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le montant notionnel de la couverture s'élevait à 143,0 millions USD, tandis que la juste valeur convertie en Euros s'élevait à 127,3 millions EUR. Au 31 mars 2019, la perte nette sur la réévaluation du prêt en USD comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et cumulée dans les écarts de conversion de devises s'élevait à 2,4 millions EUR. Il n'y a pas de portion ineffective au 31 mars 2019.

## 20. Passifs et actifs éventuels

Les passifs et les actifs éventuels sont matériellement inchangés par rapport à ceux décrits dans la note 6.32 des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2018. Ce rapport financier intermédiaire doit être lu conjointement avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2018.

## 21. Événements survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important impactant la situation financière de l'entreprise n'a été observé après la clôture de l'exercice.

## Autres informations financières (non audité)

### Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés

bpost analyse également la performance de ses activités sur une base normalisée ou avant éléments non récurrents. Les éléments non récurrents représentent des éléments de revenus ou de charges significatifs qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus des analyses de reporting interne et des analyses de performance. bpost tend à recourir à une approche cohérente pour déterminer si un revenu ou une charge est non récurrent et s'il est suffisamment significatif pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés.

Un élément non récurrent est jugé significatif lorsqu'il s'élève à 20,0 millions EUR ou plus. Tous les bénéfices ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent ainsi que l'ensemble des impacts hors trésorerie de la comptabilisation de l'allocation du prix d'acquisition (PPA). Les reprises de provisions dont la dotation a été normalisée des résultats sont également normalisées quel que soit le montant.

La présentation des résultats normalisés n'est pas conforme aux IFRS et n'est pas audité. Les résultats normalisés ne peuvent être comparables aux chiffres normalisés d'autres sociétés, étant donné que ces entreprises peuvent calculer leurs chiffres normalisés différemment de bpost. Les mesures financières normalisées sont présentées ci-dessous.

#### Compte de résultats

##### PRODUITS D'EXPLOITATION

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2018	2019	Variation %
Total des produits d'exploitation	916,5	906,8	-1,1%
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION NORMALISÉ</b>	<b>916,5</b>	<b>906,8</b>	<b>-1,1%</b>

##### CHARGES D'EXPLOITATION

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2018	2019	Variation %
Total des charges d'exploitation à l'exclusion des dépréciations/amortissements	(773,3)	(755,7)	-2,3%
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION NORMALISÉ A L'EXCLUSION DES DÉPRÉCIATIONS/AMORTISSEMENTS</b>	<b>(773,3)</b>	<b>(755,7)</b>	<b>-2,3%</b>

##### EBITDA

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2018	2019	Variation %
EBITDA	143,2	151,1	5,5%
<b>EBITDA NORMALISÉ</b>	<b>143,2</b>	<b>151,1</b>	<b>5,5%</b>

## EBIT

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2018	2019	Variation %
Résultat d'exploitation (EBIT)	106,0	90,4	-14,8%
Impact hors trésorerie de l'allocation du prix d'acquisition (PPA) (1)	6,3	5,4	-14,2%
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION NORMALISÉ (EBIT)</b>	<b>112,3</b>	<b>95,8</b>	<b>-14,7%</b>

## RÉSULTAT DE LA PÉRIODE (EAT)

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2018	2019	Variation %
Résultat de l'année	63,7	50,2	-21,3%
Impact hors trésorerie de l'allocation du prix d'acquisition (PPA) (1)	5,8	4,9	-16,0%
<b>RÉSULTAT DE L'ANNÉE NORMALISÉ</b>	<b>69,6</b>	<b>55,1</b>	<b>-20,9%</b>

(1) Conformément à la norme IFRS 3, et via l'allocation du prix d'acquisition (PPA) pour plusieurs entités, bpost a comptabilisé plusieurs immobilisations incorporelles (marques, savoir-faire, relations clients...). L'impact hors trésorerie constitué des charges d'amortissement sur ces actifs incorporels est normalisé.

## Flux de trésorerie

En millions EUR	Total de l'année en cours		
	2018	2019	Variation %
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles	229,9	202,2	-12,0%
Flux de trésorerie généré par les activités d'investissement	(78,6)	(16,1)	79,5%
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE</b>	<b>151,3</b>	<b>186,1</b>	<b>23,0%</b>
Montants collectés dus aux clients	19,8	9,3	-52,9%
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE NORMALISÉ</b>	<b>171,0</b>	<b>195,4</b>	<b>14,3%</b>

Dans certains cas, Radial effectue la facturation et la collecte des paiements au nom de ses clients. Sous cet arrangement, Radial rétribue systématiquement les montants facturés aux clients, et effectue un décompte avec le client, des montants dus ou des créances de Radial, sur base des facturations, des frais et montants précédemment rétribués. Le flux de trésorerie opérationnel disponible normalisé exclut les liquidités reçues au nom de ses clients. Radial n'a pas ou peu d'impact sur le montant ou le timing de ces paiements.

## Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges

En millions EUR	Total de l'année en cours	
	2018	2019
<b>Résultat net consolidé IFRS</b>	<b>63,7</b>	<b>50,2</b>
Résultats des filiales et impacts de déconsolidation	(3,2)	3,5
Autres impacts de déconsolidation	0,4	(1,2)
Différences dans les dotations aux amortissements et réductions de valeur	(0,6)	1,2
Différences de comptabilisation des provisions	(0,8)	(0,2)
Effets de la norme IAS19	(1,7)	(2,3)
Effets de la norme IFRS 16	0,0	0,6
Depreciation intangibles assets PPA	6,3	5,4
Impôts différés	0,6	0,4
Autres	7,4	2,4
<b>Résultat net non consolidé selon les GAAP belges</b>	<b>72,3</b>	<b>60,1</b>

Le résultat non consolidé après impôts de bpost, préparé en vertu des GAAP belges, peut être obtenu en deux étapes à partir du résultat après impôts consolidé IFRS.

La première étape consiste à déconsolider le résultat après impôts selon la norme IFRS, c.-à-d. :

- soustraire les résultats des filiales, à savoir retirer le résultat des filiales après impôts ; et
- éliminer tout autre impact des filiales sur le compte de résultats de bpost (comme les réductions de valeur des participations) et ajouter les dividendes reçus de ces filiales.

Le tableau ci-dessous présente une ventilation des impacts mentionnés ci-dessous :

En millions EUR	Total de l'année en cours	
	2018	2019
Bénéfice des filiales consolidées par intégration globale belges (GAAP locale)	(2,6)	(5,2)
Bénéfice des filiales internationales (GAAP locale)	2,6	11,9
Part des bénéfices de la banque bpost (GAAP locale)	(3,2)	(3,1)
Autres impacts de déconsolidation	0,4	(1,2)
<b>TOTAL</b>	<b>(2,7)</b>	<b>2,3</b>

La seconde étape consiste à dériver les chiffres GAAP belges des chiffres selon les IFRS en inversant tous les ajustements IFRS effectués au niveau des chiffres GAAP. Voici une liste non exhaustive de ces ajustements:

- Différences dans le traitement des amortissements et réductions de valeur : les GAAP belges autorisent des durées de vie utile (et donc des taux de dépréciation) différentes pour les actifs immobilisés par rapport aux IFRS. Le goodwill est amorti selon les GAAP belges alors que les IFRS exigent un test de dépréciation du goodwill. Les IFRS permettent également de comptabiliser les actifs incorporels au bilan autrement que les GAAP belges ;
- Les provisions sont validées suivant des critères différents selon les GAAP belges et les IFRS ;

- Les IFRS exigent que toutes les obligations futures envers le personnel soient comptabilisées en tant que dettes sous l'IAS 19, ce que les GAAP belges ne prévoient pas. Les mouvements des dettes IFRS sont comptabilisés dans le compte de résultats de bpost sous la rubrique frais de personnel ou provisions, à l'exception de l'impact des fluctuations des taux d'actualisation relatifs aux obligations futures, comptabilisé comme résultat financier.
- Conformément à la norme IFRS 3, bpost a finalisé en 2017 l'allocation du prix d'achat (PPA) pour plusieurs entités et comptabilisé plusieurs immobilisations incorporels (marques, savoir-faire, relations clients,...).
- Les impôts différés ne nécessitent pas d'écritures comptables selon les GAAP belges, mais sont comptabilisés sous les IFRS.

## Déclarations des représentants légaux

---

Le CEO déclare que, au meilleur de sa connaissance, les états financiers consolidés abrégés, établis en vertu des normes internationales d'information financière (IFRS), comme validé par l'Union européenne, donnent une image fidèle et juste des actifs, de la position financière et des résultats de bpost et des filiales incluses dans la consolidation.

Le rapport financier donne un aperçu fidèle de l'information qui doit être publiée conformément aux articles 13 et 14 du Décret Royal du 14 novembre 2007.

## Déclarations prospectives

---

Les informations de ce document peuvent inclure des déclarations prospectives<sup>6</sup>, basées sur les attentes et projections actuelles du Management concernant des événements à venir. De par leur nature, les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de performances futures et induisent des risques connus et inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs, du fait qu'elles se réfèrent à des événements et dépendent de circonstances futures, sous le contrôle ou non de l'Entreprise. De tels facteurs peuvent induire un écart matériel entre les résultats, les performances ou les développements réels et ceux qui sont exprimés ou induits par de telles déclarations prospectives. Par conséquent, il n'y a aucune garantie que de telles déclarations prospectives se vérifieront. Elles ne se révèlent pertinentes qu'au moment de la présentation et l'Entreprise ne s'engage aucunement à mettre à jour ces déclarations prospectives pour refléter des résultats réels, des modifications d'hypothèses ou des changements au niveau des facteurs affectant ces déclarations.

---

<sup>6</sup> Comme défini entre autres au sens de l'U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995

## Glossaire

---

- **Belgian GAAP** : cadre d'information financière applicable en Belgique
- **Capex** : montant total investi dans les immobilisations
- **EAT** : Earnings After Taxes
- **EBIT ou Résultat d'exploitation** : Earnings Before Interests and Taxes
- **EBITDA**: Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization. Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations
- **Taux d'imposition effectif**: Impôt des sociétés/Résultats avant impôts
- **Dette nette/(trésorerie nette)** représente les prêts, avec ou sans intérêts diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie
- **EBITDA/EBIT/EAT normalisé** : EBITDA/EBIT/EAT, éléments d'ajustement exclus. Les postes d'ajustement représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses de performance. bpost recourt à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est un poste d'ajustement et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres rapportés pour obtenir les chiffres normalisés. Un élément d'ajustement est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent. Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisées quel que soit le montant.
- **Flux de trésorerie opérationnel disponible (FCF)**: trésorerie nette des activités d'exploitation + trésorerie nette des activités d'investissements
- **M&R**: entité opérationnelle Mail and Retail
- **PaLo Eurasia**: Parcels & Logistics Europe & Asie
- **PaLo N. Ame**: Parcels & Logistics Amérique du Nord. Volume sous-jacent : commence à partir du volume publié et inclut quelques corrections, par exemple l'impact du nombre de jours ouvrables sur les ventes de timbres et de machines à affranchir et les volumes de courrier liés aux élections.